

1. Les organismes communautaires autonomes du domaine de la santé et des services sociaux (OCASSS) sont essentiels pour la société et la pandémie l'a révélé avec encore plus d'intensité. Issus des communautés, ils doivent pouvoir réaliser leur mission selon la volonté de leurs membres, sans ingérence gouvernementale ou autre. Bien que le respect de leur autonomie soit affirmé par la [Politique gouvernementale de l'action communautaire](#) (2001), les OCASSS doivent régulièrement contrer des menaces à leur autonomie, par exemple, des tentatives d'appliquer aux OCASSS des règles conçues pour le réseau de la santé et des services sociaux.

■ **Que fera votre parti pour assurer le respect de l'autonomie des organismes communautaires autonomes en santé et services sociaux ?**

Réponse de Québec Solidaire :

Il faut cesser de leur imposer un mode de fonctionnement condescendant et bureaucratique importé du milieu des affaires et respecter leur autonomie et leurs valeurs démocratiques.

À Québec solidaire, on reconnaît le rôle indispensable des organismes communautaires et reconnaît l'action communautaire autonome comme moteur de progrès social.

Un gouvernement solidaire s'assurerait que les ministères respecte la Politique de reconnaissance de l'action communautaire, notamment en regard de l'autonomie. Toutefois, il ne faut pas juste que les ministères «reconnaissent» l'autonomie des groupes, cette reconnaissance doit se concrétiser à travers une véritable collaboration horizontale pour l'élaboration des conventions de soutien financier et des cadres normatifs et une diminution des règles de gestion et de la reddition de comptes.

Les organismes communautaires ont démontré depuis plus de 40 ans leur capacité à gérer collectivement et avec rigueur les sommes attribuées.

2. Les 3 000 organismes communautaires autonomes en santé et services sociaux (OCASSS) ont identifié un manque de financement à *la mission globale* à la hauteur de 370 M\$ par année, ainsi qu'ils le revendiquent par la [campagne CA\\$\\$\\$H](#) (*Communautaire autonome en santé et services sociaux -Haussez le financement*). Ce montant doit être ajouté au Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) administré par le ministère de la Santé et des Services sociaux.¹

¹ Le montant de 370 M\$ demandé pour les OCASSS est inclus dans la somme de 460 M\$ réclamée pour l'ensemble des programmes soutenant le financement à la mission des organismes communautaires autonomes québécois par la campagne [Engagez-vous pour le communautaire](#), campagne que les OCASSS soutiennent également en solidarité avec le mouvement.

■ **Que fera votre parti pour augmenter le financement à la mission globale des organismes communautaires autonomes de la santé et des services sociaux ?**

Réponse de Québec Solidaire :

Un gouvernement solidaire s'engage à bonifier le financement à la mission globale de tous les organismes d'action communautaire autonome qui y ont droit, incluant l'indexation annuelle des subventions pour suivre l'augmentation des coûts de fonctionnement. Ainsi, un gouvernement solidaire s'engage à un investissement historique de 1,137 G\$.

Il est temps de reconnaître le travail exceptionnel que font nos organismes communautaires en tant que ressources de proximité et d'en finir avec le sous-financement chronique.

3. Dans le cadre du [Programme de soutien aux organismes communautaires](#) (PSOC) administré par le ministère de la Santé et des Services sociaux, l'indexation des subventions est très différente de l'attribution d'enveloppes de rehaussement, adoptées lors des [budgets du Québec](#): leurs objectifs sont différents et ils proviennent de processus décisionnels distincts. L'indexation des subventions permet de maintenir le pouvoir d'achat, de suivre l'augmentation des coûts à assumer et, donc, la continuité des activités et des services à la population. Ainsi, obtenir l'indexation des subventions ne permet que de poursuivre le travail et d'éviter de s'appauvrir, d'année en année.

- a. Les OCASSS réclament un changement au mode de calcul de l'indexation annuelle des subventions, afin de tenir compte de nombreuses charges incluses dans leurs coûts de fonctionnement² (coûts d'opération ou de système), contrairement à ce dont tient compte la prévision de [l'Indice des prix à la consommation](#). L'écart entre l'indice des prix à la consommation et la hausse des frais de fonctionnement résulte en un appauvrissement continu des organismes et limite leur capacité à répondre aux demandes de la population.

■ **Que fera votre parti pour que l'indexation des subventions versées aux OCASSS par le MSSS couvre la hausse de leurs coûts de fonctionnement, afin d'assurer la poursuite de leurs activités ?**

Réponse de Québec Solidaire :

Un gouvernement solidaire s'engage à revoir avec les acteurs du milieu la base du calcul afin que l'indexation des subventions à la mission soit accordée à tous les groupes et calculée en fonction de la hausse des coûts de fonctionnement.

² La campagne [Engagez-vous pour le communautaire](#) revendique également ce modèle pour les programmes dont les subventions ne sont pas indexées.

- b. La situation inflationniste affecte les OCASSS de plusieurs manières: comme employeurs, ils doivent indexer les salaires dans le respect des contrats de travail et ils doivent assumer la hausse de divers coûts, notamment de transport. Alors que [l'inflation moyenne de janvier à mai 2022](#) est de 6.3%, et qu'elle pourrait prochainement atteindre 8%, les subventions des OCASSS pour 2022-2023 ont été indexées à seulement 2.9%, taux qui est issu des projections économiques produites à l'automne 2021, lesquelles se sont avérées être sous-évaluées. Les OCASSS ne peuvent assumer seuls les conséquences de l'inflation et demandent d'urgence un réajustement du taux pour l'année 2022-2023.

- **Que fera votre parti pour qu'une enveloppe exceptionnelle soit dégagée d'urgence, afin de verser aux OCASSS un montant qui leur permettra de poursuivre leurs activités sans s'appauvrir?**

Réponse de Québec Solidaire :

Afin de contrer les conséquences de la hausse de l'inflation sur divers coûts comme le transport et l'impact de la pénurie de main d'oeuvre sur le fonctionnement des organismes communautaires, Québec Solidaire entend augmenter le salaire minimum à 18 \$/h dès le début de l'année 2023. Cette augmentation du salaire de base ne se fera pas sans soutien et un gouvernement solidaire s'engage à octroyer 100 M\$ aux organismes communautaires afin de les accompagner dans cet ajustement en plus du financement à la mission globale de 1,137 G\$ sur 4 ans.

4. À chaque année, on déplore des disparités de traitement et de financement entre OCASSS aux missions semblables. À titre d'exemple, pour l'année 2021, alors qu'au [Saguenay-Lac-Saint-Jean](#) les OCASSS recevaient 144 379\$ en moyenne pour la mission globale, des OCASSS semblables en recevaient 251 345\$ à [Montréal](#) et 264 077\$ à [Laval](#). Pour la même année, alors que les subventions pour la mission globale représentaient 89% et 93% du PSOC versé par les CISSS de la [Côte-Nord](#) et du [Bas-Saint-Laurent](#), ce pourcentage n'atteignait que 70% à Laval et 73% à Montréal.

- **Que fera votre parti pour mettre fin aux iniquités administratives et financières?**

Réponse de Québec Solidaire :

Malheureusement, les CISSS et les CIUSSS sont des créatures bureaucratiques, créées par les Libéraux et poursuivies par les Caquistes, qui n'ont aucune obligation de reddition de compte envers les populations de leur territoire, Québec Solidaire veut changer la donne et s'assurer d'une gouvernance de proximité et d'une collaboration horizontale. En ce sens, un véritable financement à la mission donne les moyens aux communautés de trouver par elles-mêmes des solutions aux problématiques sociales auxquelles elles sont confrontées. À Québec Solidaire, nous nous engageons qu'il y est



des regroupements provinciaux
d'organismes communautaires et bénévoles



COMMUNAUTAIRE AUTONOME
EN SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

HAUSSEZ
LE FINANCEMENT

www.kpeeb.org

Réponses reçues des formations politiques

[Québec Solidaire](#)

Campagne électorale 2022

une équité du financement; pour une mission comparable, le financement doit en être tout autant partout sur le territoire québécois.